

RAPPORT SYNTHETIQUE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

Le compte administratif traduit les réalisations menées par la Commune tant en fonctionnement qu'en investissement. Il donne aussi des indications sur sa santé financière et sa capacité à financer des investissements futurs.

Il doit être conforme au compte de gestion établi par le comptable.

I- Les résultats 2016

Section	Reprise résultats 2015	Résultat d'exécution 2016	Résultat de clôture 2016 (A)	Reste à Réaliser (B)	Résultat Cumulés (A+B)
Fonctionnement	680 816,52	1 202 195,54	1 883 012,06	0,00	1 883 012,06
Investissement	509 102,44	-505 880,64	3 221,80	-1 152 725,96	- 1 149 504,16
Total	1 189 918,96	696 314,90	1 886 233,86	-1 152 725,96	733 507,90

Les résultats de clôture présentent :

- Section de fonctionnement : un excédent de **1 883 012,06 €**
- Section d'investissement : un excédent de **3 221,80 €** et un besoin de financement de 1 149 504,16 € en incluant les restes à réaliser.

Soit un excédent cumulé de **733 507,90 €** servant à financer la section de fonctionnement

Les prévisions étant équilibrées en dépenses et en recettes, le résultat d'exécution est influencé par :

- les écarts éventuels liés au taux d'exécution des prévisions (exécution inférieure aux prévisions en dépenses, exécution supérieure ou inférieure aux prévisions en recettes) induits par le principe de prudence avec lequel doivent être élaborés les budgets des collectivités.
- la non exécution pendant l'exercice du « virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement » prévu au budget, conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable en vigueur.

II- Section de fonctionnement

Le résultat d'exécution 2016 s'élève à 1 883 012,06 €. Il est déterminé par la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

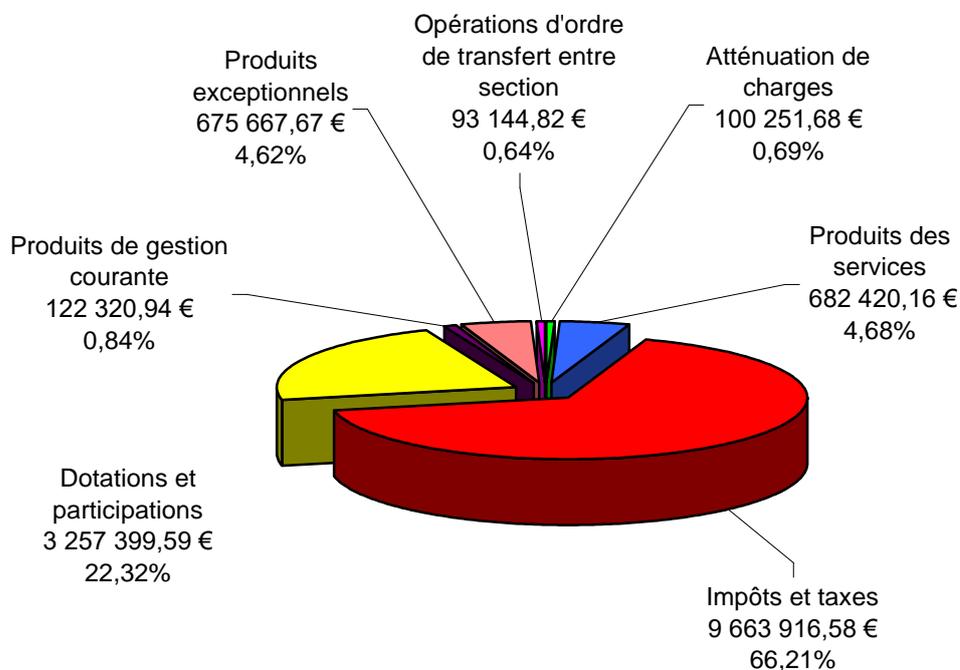
A. Les recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement		CA 2014	CA 2015	Prévision 2016 (1)	CA 2016	Taux d'exécution
013	Atténuations de charges	71 096,42	82 434,23	59 278,00	100 251,68	169,12%
70	Produits des services	648 168,57	700 988,52	666 355,00	682 420,16	102,41%
73	Impôts et taxes	9 215 378,68	9 481 133,30	9 649 065,00	9 663 916,58	100,15%
74	Dotations et participations	3 529 418,11	3 413 924,17	3 232 735,00	3 257 399,59	100,76%
75	Produits de gestion courante	185 561,57	134 743,08	87 756,48	122 320,94	139,39%
77	Produits exceptionnels	7 380,00	201,13	29 356,80	675 667,67	2 301,57%
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	89 899,59	119 228,23	108 151,95	93 144,82	86,12%
Total recettes de fonctionnement		13 746 902,94	13 932 652,66	13 832 698,23	14 595 121,44	105,51%

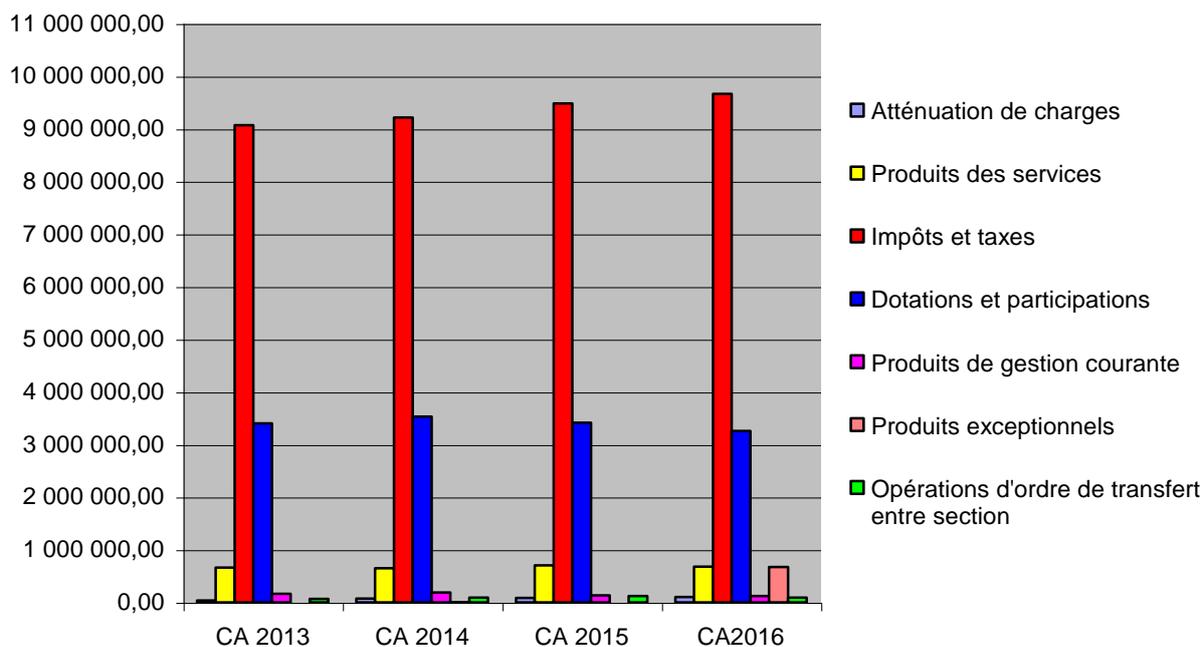
(1) hors excédent de fonctionnement reporté

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement est de 105,51%. Ce dépassement des prévisions budgétaires en matière de recettes répond au principe de prudence qui veut que ne soient inscrites que les recettes «certaines». Mais aussi à la réalisation de cessions qui passe en fonctionnement alors qu'elles sont prévus en investissement (024).

REPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE



EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE 2013 A 2016



Le chapitre 013 « Atténuation de charges » atteint un taux de réalisation de 169,12%. Il recouvre essentiellement les remboursements de rémunérations et de charges sociales pour maladie, et les participations de l'agence de services et de paiement (ASP).

Le chapitre 70 « Produits des services » enregistre un taux d'exécution de 102,41% mais diminue d'environ 18 568 € par rapport à 2015. Cela est dû, entre autres, à la diminution de fréquentation aux ALSH (possibilité d'inscription à la journée mais également nombre de jours moins important en 2016 par rapport à 2015) et à la restauration scolaire. En outre, les recettes du service seniors ont été transférées au CCAS (-6 791 €). Par contre, on assiste à une augmentation des inscriptions au niveau de l'école de musique (+3 999 €).

L'écart au chapitre 73 « Impôts et taxes » (+183 000 €) entre 2016 et 2015 provient essentiellement des contributions directes (+94 000€, variation physique des bases, revalorisations annuelles des bases prévues par les lois de finances et augmentation des taux d'imposition), de l'encaissement plus important de taxes additionnelles de droits de mutation (+32 000€) lié à l'évolution du nombre de transactions immobilières sur notre territoire, de l'augmentation du FPIC (+48 000 €) et de la taxe sur l'électricité (+16 000 €). Par contre, la taxe locale sur la publicité extérieure enregistre une diminution de 7 000 €.

Le chapitre 74 « Dotations et participations » avec un taux de réalisation de 100,76% baisse d'environ 157 000 € par rapport à 2015 (-24 000 € pour la DGF en prenant en compte la contribution au redressement aux finances publiques, -63 000 € pour le remboursement des emplois d'avenir ; -49 000 € de recettes de la CAF, + 6 000 € dotation nationale de péréquation, + 5 000 € département salle sportive Gambetta, - 40 000 € de compensations fiscales...)

Le chapitre 75 « Produits de gestion courante » avec un taux de réalisation de 139,39% diminue de plus de 12 000 € par rapport à 2015. Cela correspond principalement aux recettes de locations d'immeubles, aux avoirs et à la fin de la mise à disposition de personnel à ESPOIR.

Le Chapitre 77 « Produits exceptionnels » concerne les ventes immobilières (641 700€) et les remboursements de sinistre (30 856€).

Le chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre section » comptabilise essentiellement les travaux en régie.

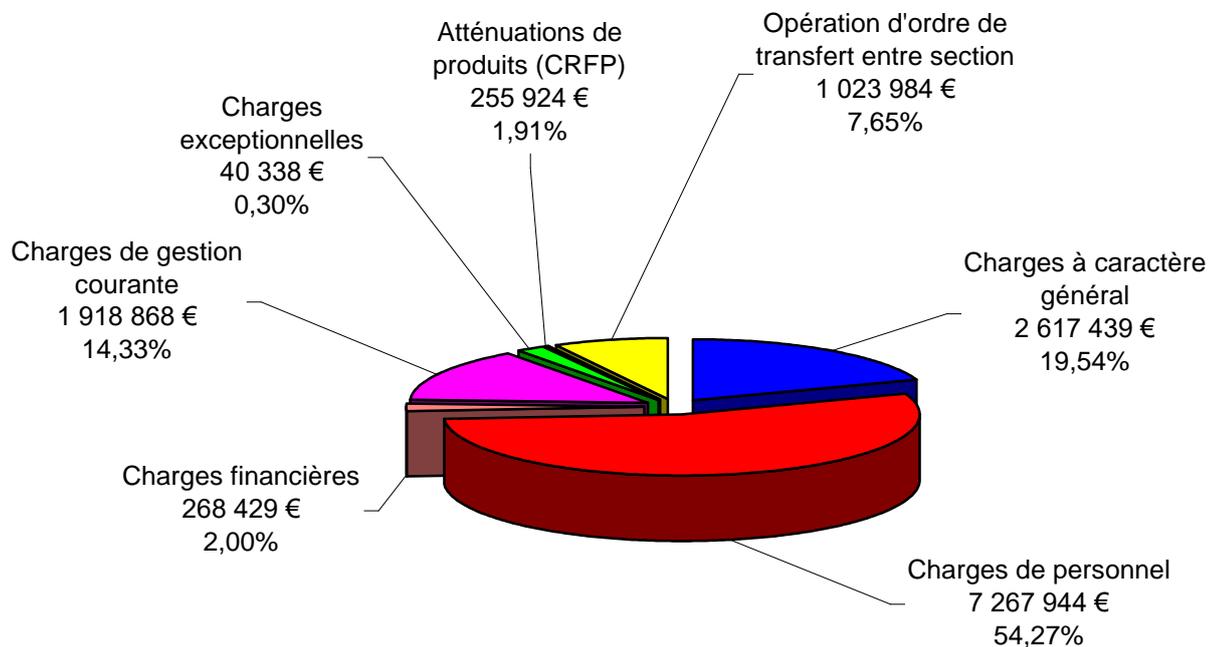
B. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 13 392 925,90 € avec un taux de réalisation à 99,17% comprenant les opérations d'ordre de cession. Hormis celles-ci, le taux de réalisation est de 94,41%.

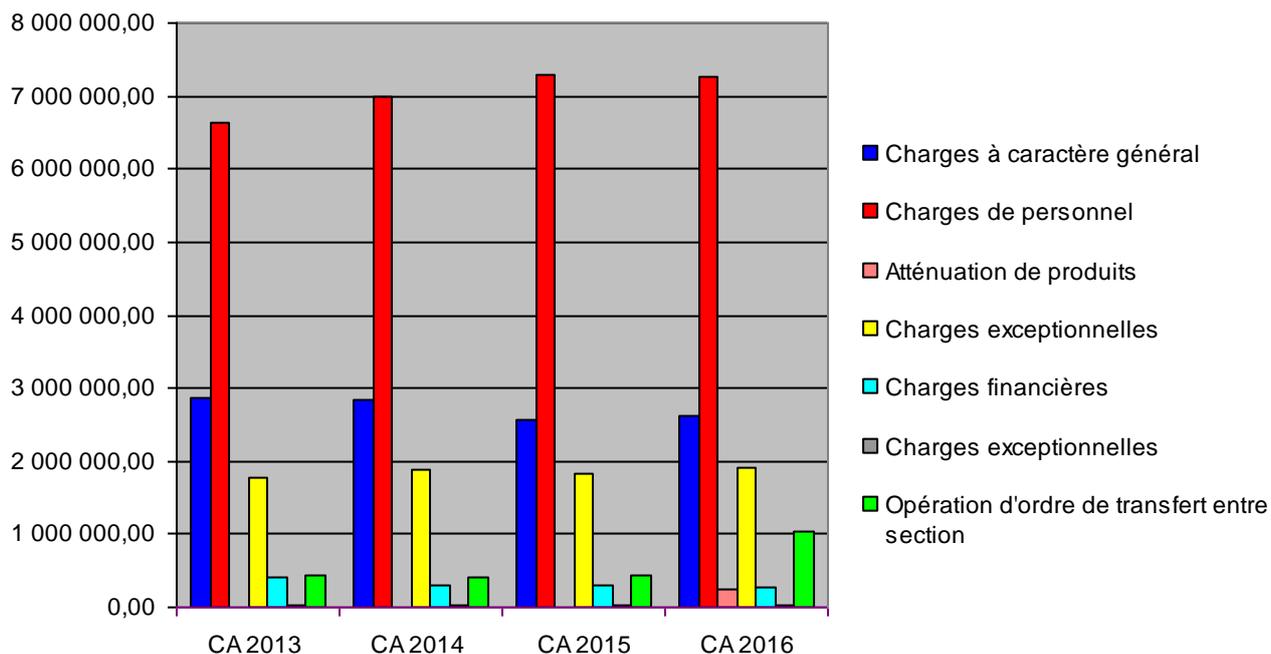
Dépenses de fonctionnement		CA 2014	CA 2015	Prévision 2016 (1)	CA 2016	Taux d'exécution
011	Charges à caractère général	2 831 104,10	2 571 270,62	3 006 485,94	2 617 438,89	87,06%
012	Charges de personnel	6 984 166,03	7 281 339,57	7 553 567,61	7 267 943,67	96,22%
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	255 924,00	255 924,00	100,00%
65	Charges de gestion courante	1 894 524,14	1 817 912,35	1 944 302,79	1 918 867,79	98,69%
66	Charges financières	289 234,59	301 721,64	306 015,00	268 429,29	87,72%
67	Charges exceptionnelles	30 581,76	30 917,93	57 875,00	40 337,70	69,70%
042	Opération d'ordre de transfert entre section	411 170,14	432 598,44	380 897,45	1 023 984,56	268,83%
Total des dépenses de fonctionnement		12 440 780,76	12 435 760,55	13 505 067,79	13 392 925,90	99,17%

(1) hors prélèvement en faveur section d'investissement

REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE



EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE 2013 A 2016



Le chapitre 011 « Charges à caractère général » enregistre une augmentation par rapport à l'année 2015 d'environ 46 000 € avec un taux de réalisation de 87,06%. Cette variation est due, entre autres, à la baisse des fluides - 61 000 €, du carburant - 4 000 €, des frais téléphoniques - 10 000 € (marché avec la MEL) mais aussi à l'augmentation de certains postes tels que les frais de réception + 15 000€, les produits alimentaires + 10 000 €, les travaux d'entretien de bâtiment + 36 000 € (dont 30 000 € remboursés par les assurances pour le sinistre de la toiture salle de tennis Jules Ferry), les dépenses de maintenance et d'assurance + 31 000 € dont 9 000 € d'assurance dommage construction pour La Pépinière et 6 000 € de maintenance pour la vidéoprotection), les travaux d'entretien des biens mobiliers et roulants + 16 000 € et la formation +15 000 €.

Le chapitre 012 « Charges de personnel » totalise 7 267 943,67 € représentant 58,76 % des dépenses réelles de fonctionnement et atteignant un taux d'exécution de 96,22%. Cela correspond à une diminution d'environ 13 000 € par rapport à 2015. Cette évolution des dépenses de personnel est due à la mise en place d'une politique de rigueur visant à limiter les nouveaux recrutements (non remplacement systématique des départs en retraite ou remplacement par des salaires moins élevés).

Le chapitre 014 « Atténuation de produits » correspond à la contribution au redressement des finances publiques + 255 000 €. Cette contribution n'était pas prévue à ce chapitre dans les années antérieures.

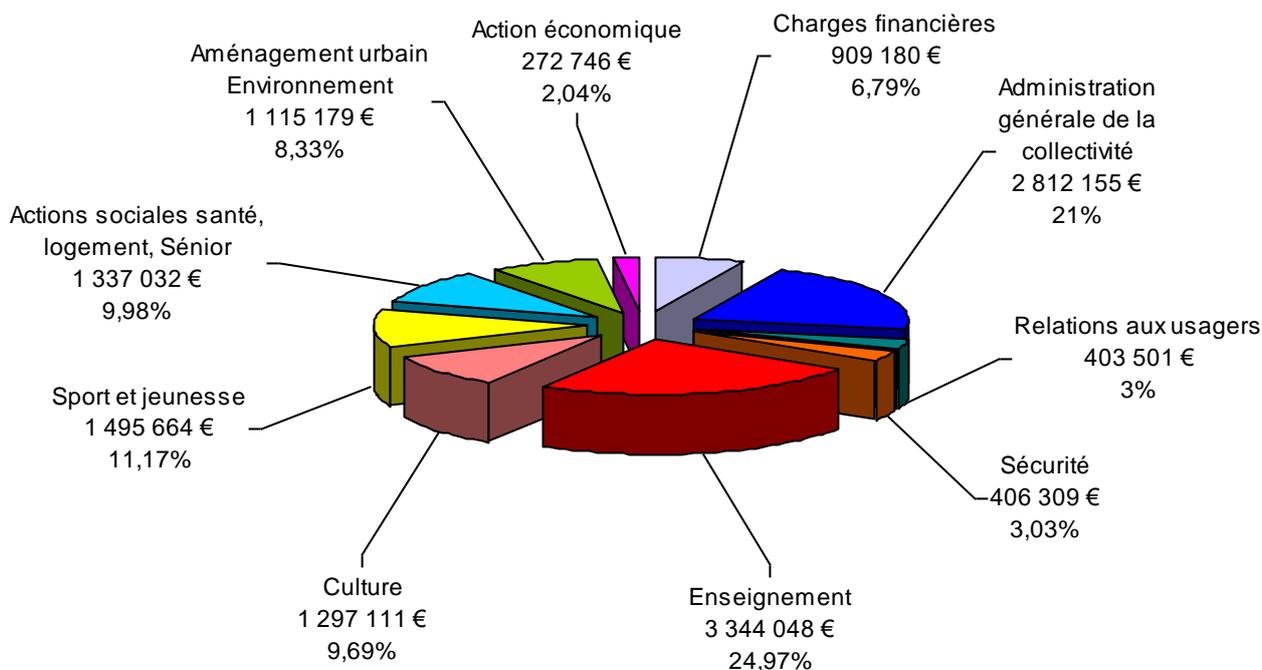
Le chapitre 65 « Charges de gestion courante » augmente d'environ 101 000 € par rapport à 2015 (+45 000 € au CCAS en raison du transfert du service sénior , + 57 000 € pour le Sivu Ecole le petit Prince....)

Le chapitre 66 « Charges financières » diminue d'environ 33 000 €

Le chapitre 67 « Charges exceptionnelles » restent stables.

Le chapitre 042 « Opération d'ordre de transfert entre section » est en forte augmentation + 643 000 € dû à la réalisation de cessions.

VENTILATION PAR FONCTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



(1) Les relations aux usagers comprennent l'administration de l'Etat, la communication, les fêtes et cérémonies, le cimetière.

EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE DE 2015 A 2016

	2015	2016	VAR 2015/2016 %
Charges financières	734 516	909 180	23,78%
Administration Gén. de la Collectivité	2 135 603	2 812 155	31,68%
Relations aux usagers	407 651	403 501	-1,02%
Sécurité	415 560	406 309	-2,23%
Enseignement	3 271 186	3 344 048	2,23%
Culture	1 283 643	1 297 111	1,05%
Sport et jeunesse	1 473 915	1 495 664	1,48%
Action sociale santé, logement et sénior	1 351 126	1 337 032	-1,04%
Aménagement urbain et Environnement	1 069 669	1 115 179	4,25%
Action économique	292 892	272 746	-6,88%
TOTAL	12 435 761	13 392 925	7,70%

Hors opérations de cession, l'administration générale de la collectivité serait de 2 169 067 € soit une variation entre 2015 et 2016 de + 1,57%.

II- Section d'investissement

L'exécution budgétaire 2016 de la section d'investissement fait ressortir un excédent de 3 221,80 € sans les restes à réaliser.

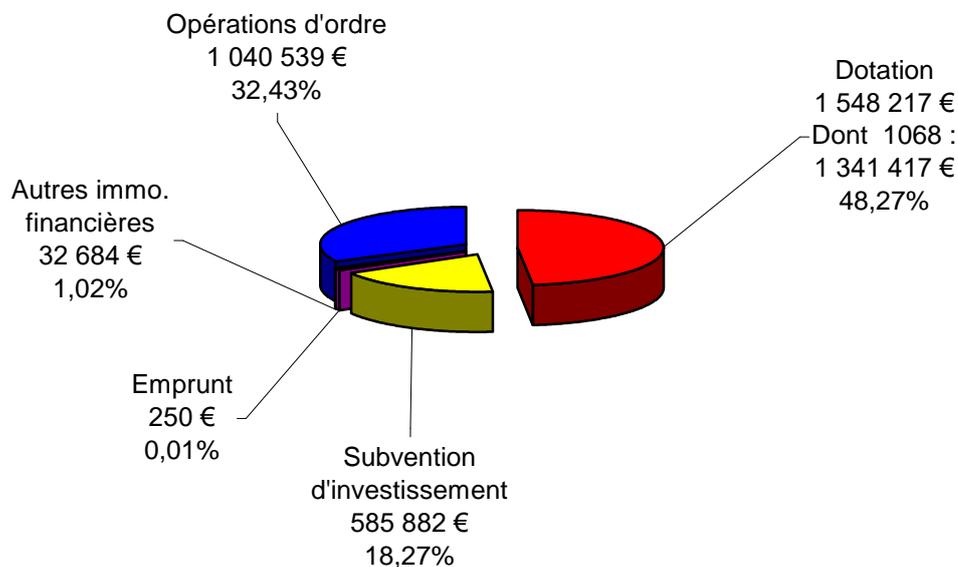
A. Les recettes d'investissement

Recettes d'investissement		CA 2014	CA 2015	Prévisions 2016 (1)	CA 2016	Taux exécution
10	Dotation	1 919 860,69	1 753 677,39	1 547 417,17	1 548 217,07	100,05%
13	Subvention d'investissement	382 269,14	567 668,04	926 004,98	585 881,67	63,27%
16	Emprunt	2 055 500,00	1 300 500,00	893 883,21	250,00	0,03%
27	Autres immo. financières			32 683,73	32 683,73	100,00%
024	Produit des cessions			806 700,00		
45	Opérations pr cpte de tiers	0,00	13 774,39	10 000,00		
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	411 170,14	432 598,44	380 897,45	1 023 984,56	268,83%
041	Opérations patrimoniales	8 040,28	77 526,94	16 554,50	16 554,50	100,00%
Total recettes d'investissement		4 776 840,25	4 145 745,20	4 614 141,04	3 207 571,53	69,52%

(1) hors prélèvement en provenance section de fonctionnement

Les ressources d'investissement enregistrent un montant de 3 207 571,53 € avec un taux de réalisation de 69,52%.

REPARTITION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE



Le chapitre 10 « Dotations » comprend le FCTVA, la taxe d'aménagement et l'excédent de fonctionnement capitalisé.

Le chapitre 13 « subventions d'investissement » totalise 585 881 € avec un taux d'exécution de 63,27%.

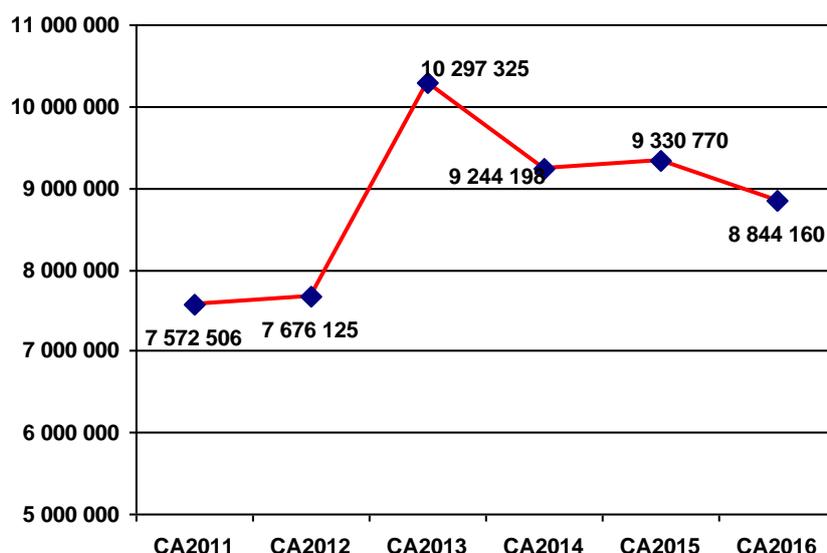
A noter que si l'on ajoute au montant effectivement perçu en 2016, les restes à réaliser en matière de subventions d'équipement (340 123 €), on atteint un taux de réalisation de 100%. Le niveau des subventions reçues est en lien avec celui des dépenses d'investissement.

Le chapitre 16 « Emprunt » a un taux de réalisation de 0,03%. Un emprunt de 600 000 € a été signé en décembre 2016 mais avec un débloqué en 2017.

Le chapitre 27 « Autres immobilisations financières » : il s'agit de la réintégration de recettes financières du SIVU région câble suite à sa dissolution.

Les chapitres 040- 041 sont des opérations d'ordre : ils comprennent l'amortissement des biens d'investissement ainsi que les opérations de cession.

NIVEAU DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE DE L'ANNEE



L'encours de la dette au 31/12/2016 atteint 8 844 160 €. Le niveau de l'endettement est donc inférieur. Un emprunt à taux fixe de 600 000 € à 1,02% a été contracté avec le Crédit Agricole en 2016.

B. Les dépenses d'investissement

Le taux de réalisation des emplois d'investissement est de 60,56%

Dépenses d'investissement		CA2014	CA 2015	Prévision 2016 (1)	CA 2016	Taux exécution
10	Dotations et Fonds divers			116 201,00	116 201,00	100,00%
16	Emprunt	1 408 626,86	1 214 578,12	1 103 000,00	1 086 609,59	98,51%
20	Frais étude, logiciel	44 697,24	33 630,00	343 214,58	38 279,44	11,15%
21	Immobilisations corporelles	886 452,19	1 690 660,83	1 368 469,01	742 767,75	54,28%
23	Travaux en cours	219 515,93	248 814,87	3 066 099,40	1 619 895,07	52,83%
45	Opérations pour le cpte de tiers	0,00	13 774,39	10 000,00		
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	89 899,59	119 228,23	108 151,95	93 144,82	86,12%
041	Opérations patrimoniale	8 040,28	77 526,94	16 554,50	16 554,50	100,00%
Total Dépenses d'investissement		2 657 232,09	3 398 213,38	6 131 690,44	3 713 452,17	60,56%

(1) Hors solde d'exécution

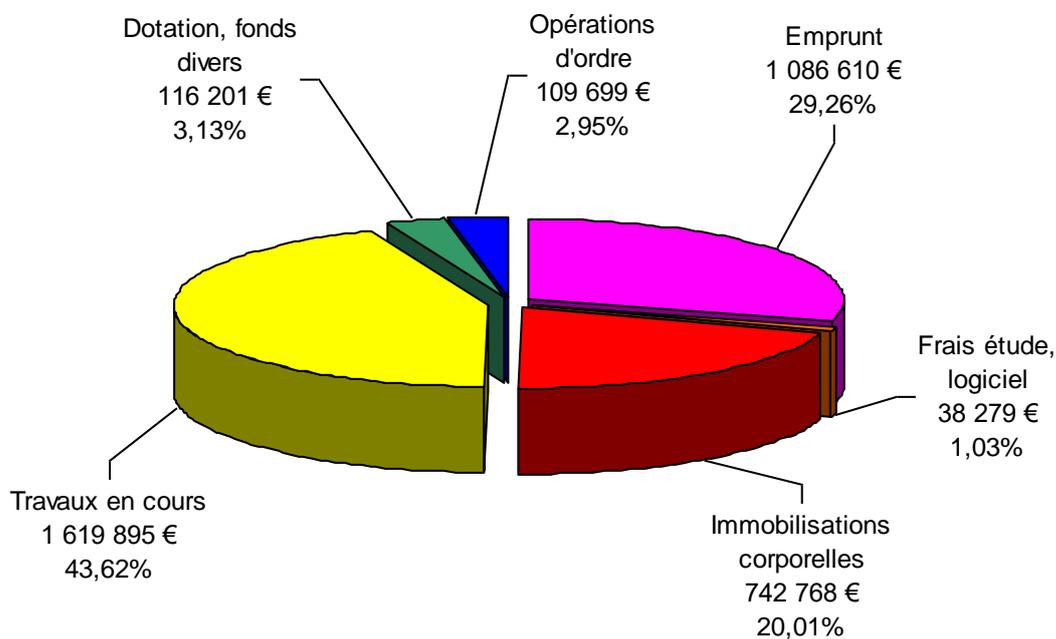
Le chapitre 10 « Dotations et fonds divers » reprend le remboursement de l'avance au FCTVA.

Le chapitre 16 « Remboursement d'emprunt » porte essentiellement sur des remboursements en capital d'emprunts.

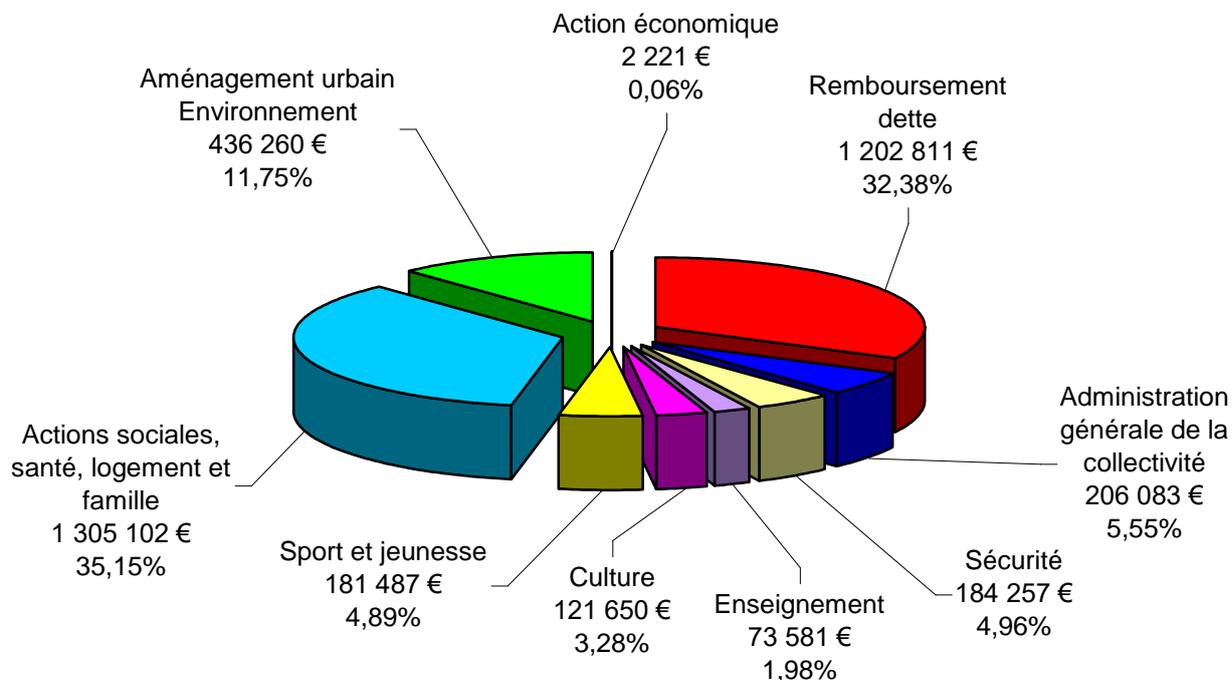
Les chapitres 20 à 23 correspondent aux dépenses d'équipement brut. Ces chapitres ont un taux d'exécution relativement faible. Cela s'explique par le recul de réalisation de certains gros chantiers tels que la construction des vestiaires à Jean Cholle ou de chantiers terminés mais non payés à fin 2016.

Les chapitres 040- 041 sont des opérations d'ordre correspondant essentiellement aux travaux de régie (83 605 €).

REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE



VENTILATION PAR FONCTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT



EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE DE 2015 A 2016

	2015	2016	VAR 2015/2016 %
Remboursement de la dette	1 214 578	1 202 811	-0,97%
Administration Gén. de la Collectivité	475 654	206 083	-56,67%
Sécurité	28 273	184 257	651,71%
Enseignement	126 953	73 581	-42,04%
Culture	83 913	121 650	44,97%
Sport et jeunesse	164 629	181 487	10,24%
Action sociale santé, logement et famille	818 074	1 305 102	59,53%
Aménagement urbain et Environnement	486 139	436 260	-10,26%
Action économique	0	2 221	
TOTAL	3 398 213	3 713 452	9,28%